

• CSE 20 et 21
• septembre
• 2022

Le réseau en eaux troubles

En réponse aux différents liminaires de ce CSE de septembre, Philippe Martinetti en capitaine d'un bateau à la dérive, actionne la corne de brume « nous avons besoin de constance et de réciprocité ». Les critiques des élus fusent, mais il rappelle que « la direction donne le cap et ce sont les directions régionales qui pilotent leurs antennes ».

Un lieu commun que nous avons dénoncé dans notre **liminaire** car nous avons la sensation que le bateau est devenu ivre avec le projet TEMPO, avec la régie automatisée testée à Strasbourg rebaptisé AMIS (assistant de mise en images et sons) ou encore les bilans sur la santé et l'absentéisme qui continuent de nous inquiéter.

CAP sur la CASAR !

A Strasbourg, un AMI(S) qui vous veut du bien ?

Beaucoup de questions et peu de réponses côté direction sur le futur automate.

Quinze jours ont passé depuis la dernière Commission de régionalisation (CASAR), mais les chantiers avancent très lentement.

Quid de la plateforme strasbourgeoise rebaptisée AMIS (assistant de mise en image et son) ? La fameuse régie automatisée dont on ne sait plus grand-chose ? Tant la direction essaie de nous faire oublier le fiasco rouennais.

Prévention des risques ? Périmètre de négociation ? Débrayage possible pour les PAE ?

Philippe Martinetti nous assure qu'il sera possible de débrayer la bécanne pour des émissions via des scénarii

et des workflows. Vos élus ont de gros doutes sur la capacité qu'auront les antennes à repasser en mode manuel comme bon leur semble.

Samuel Bignon côté DRH évoque la possibilité « d'un accord d'expérimentation très simple et sans définition de métiers » contrairement à Rouen où les métiers étaient en ligne de mire directe et dont le vaisseau fantôme semble hanter ce projet.

Un premier round de négociation sur l'expérimentation de Strasbourg est prévu lundi 26 septembre avec les organisations syndicales du réseau. •

Tempo express

« *Tempo n'est pas un plan d'économie* », ce sont les mots de Sophie Guillin, directrice du projet, qui veut construire entre « *l'existant et le réel* ».

Traduction : prière d'attendre janvier 2023 pour connaître les lignes budgétaires et les détails sur ce projet que nous jugeons mortifère pour les salariés de France 3.

Pour Philippe Martinetti, il faut prioritairement « *conforter le budget du réseau régional avec pour cible : tempo* ».

Quant à l'épaisseur des tranches ? Autour de 50 minutes avec un pot commun fourni par le national, dit la déléguée au projet, mais d'autres hypothèses plus floues sont sur la table.

Quant à la survie des JT communs ? « *C'est toujours d'actualité et donc envisageable, selon les directions régionales* ». Ce qui veut dire qu'il y a celles qui ont les moyens de ne pas mutualiser et celles qui ne les ont pas et ça va très certainement rester comme ça.

En termes de mobilité, Sophie Guillin rajoute qu'elle ne pourra pas obliger les salariés parisiens à quitter la capitale pour renforcer les rédactions régionales.

Quant à une éventuelle fusion entre les 44 locales de France Bleu et les 24 antennes régionales ? La direction se montre ferme : « pour TEMPO ce sera non ! », ce qui ne signifie pas que ce projet cher aux sénateurs soit abandonné par nos têtes pensantes du réseau dans leurs rêves les plus fous.

Vos élus SNJ ont rappelé leur plus ferme opposition à ce projet dévastateur, tant pour la rédaction nationale que pour les antennes régionales. •

Open média dans la houle

Beaucoup d'écueils ont été soulevés en instance pour open média avec un retour d'expérience médiocre depuis France 3 Île De France, qui l'utilise au siège depuis 1 an et demi.

L'outil ne paraît pas stable et l'ergonomie pas très adaptée pour bon nombre d'utilisateurs, les problèmes perdurent.

Et Romuald Rat, tête de proue du NRCS a beau tenter de rassurer les futurs utilisateurs et notamment les scriptes, les élus du CSE ont voté une résolution désignant une expertise du Cabinet CEDAET sur cet outil qui annonce les conducteurs du futur et qui affole déjà le réseau.

Prochaines mises à l'eau pour Orléans et Nantes où il y aura un suivi particulier effectué par l'expert missionné par les élus du CSE, puis ce sera un déploiement par plaques régionales car les échanges y sont plus nombreux.

Vos élus ont demandé un meilleur accompagnement des personnels, Romuald Rat y souscrit.

Au final, OPEN MEDIA est sensé s'interfacer avec le futur automate de régie (AMIS), mais sur ce point, la direction nous place dans un épais brouillard et nous répond qu'il est trop tôt pour en parler.

A noter que la direction mettra une pause dans le déploiement d'open media en septembre 2023, période pendant laquelle les équipages seront déjà dans la tempête provoquée par « TEMPO ». •

Santé : les vagues s'enchainent

La CSSCT répète que la direction fait du sur place, notamment sur l'utilisation des DMNG aviwest/ TVUpack et autres transmetteurs à ondes électromagnétiques au nom du respect de la santé des salariés.

Des câbles de 3 mètres sont en voie de distribution et de nouvelles fiches de prévention devraient arriver dans les sacoches des appareils.

L'utilisation d'un aviwest en sac à dos en raison d'un câble long défectueux a fait l'objet récemment d'une déclaration d'accident du travail dans le réseau (céphalées et douleurs aiguës), ce qui est une première inquiétante.

Philippe Martinetti annonce qu'il fera rapidement un point avec la DSQVT (direction de la santé et qualité de vie au travail) et la direction des technologies au siège pour faire un retour aux élus du CSE.

Le SNJ a rappelé le principe du volontariat qui prédomine au national et demande un alignement sur le réseau au nom du principe de précaution auquel est tenu l'employeur.

...

L'absentéisme dans les régions est toujours aussi élevé (28,9 jours annuels en moyenne par salarié), il reste largement supérieur à celui du siège.

3 régions figurent dans ce hit-parade avec en tête la Corse (15% d'absence), Nouvelle Aquitaine et Région Sud PACA.

Difficile d'avoir une lecture fine pour décrypter les indicateurs par métiers mais les alertes sur la santé à répétition (fatigue, usure, conditions de travail, défaut de plan d'actions ou de prévention) peuvent expliquer ces chiffres inquiétants.

Le vieillissement des salariés du réseau, avancé par la direction, n'explique pas tout car il subsiste un problème récurrent de formation des services RH avec un management encore trop centralisé et autoritaire.

Nathalie Dené, pour les ressources humaines, veut davantage porter l'absentéisme dans les échanges en IRP. Vaste programme mais le ruissèlement sera-t-il réellement efficace tant il subsiste encore trop de trous dans la raquette ?

...

Le site de qualification de Strasbourg (SQS), entendez la régie automatisée new-look testée en Alsace, est présentée comme une grande armoire à rangement avec plusieurs tiroirs, dont Open Média.

Première anomalie : l'absence de DUER concernant le site de qualification de Strasbourg depuis plusieurs mois continue de nous questionner.

Interpellé par un élu SNJ, Philippe Martinetti veut remettre la qualité de l'image au cœur des priorités du réseau, notamment dans le choix des caméras et des boîtiers à grand capteurs. A suivre...

...

L'enquête paritaire à Rouen, menée conjointement par la RRH et un élu RP, a permis de mettre au jour une affaire d'agression sexuelle qui n'en était pas une en réalité.

Cette affaire douloureuse nous interroge sur les modes opératoires à mettre en œuvre et elle soulève la question d'un accompagnement par un expert psychologue dans ces situations complexes. Néanmoins l'enquête menée paritaire a été saluée pour sa qualité par la direction et les syndicats.

...

Suite aux préconisations du dernier CSE, les choses bougent sur le site de Nantes.

Plusieurs journées de sensibilisation au harcèlement, intervention du psychologue du travail, formation de l'encadrement aux situations de tension.

Les élus s'en félicitent mais se posent aujourd'hui la question de l'équité vis-à-vis du salarié sanctionné.

La direction a-t-elle pris sa part de responsabilité ? Après dix alertes en moins d'un an, nos dirigeants n'ont toujours pas prononcé le moindre mea culpa.

...

Les réponses apportées par la direction au déménagement d'Antibes ne sont pas satisfaisantes et n'apportent rien de nouveau si ce n'est que ce projet n'associe absolument pas les salariés impactés.

(suite en page suivante...)

Il nous avait été annoncé qu'aucun plan de réhabilitation n'était étudié, et pourtant une fourchette évaluée une mise en conformité du site actuel entre 11 et 14 M €.

Le responsable de l'immobilier de France TV nous répond que c'est une étude financière établie par l'expertise de SECAFI qui avait été demandée par le CSE.

Olivier Guyon-Sangnier précise à nouveau qu'il n'a jamais été question de réhabiliter le site d'Antibes.

La direction de PACA se révèle incapable de présenter une méthodologie détaillée afin d'associer les salariés à travers des ateliers ciblés et des communications précises.

La direction du réseau réfléchit maintenant à « *du travail à distance à imaginer avec les élus* »... pour couvrir la zone ouest des Alpes Maritimes.

A l'avenir, France 3 Côte d'Azur pourrait très bien être scindée dans deux bâtiments distincts... une anomalie doublée d'une gabegie.

Des élus ont saisi le conseil d'administration de France TV afin qu'il revienne sur cette décision de déménagement souhaitée mordicus par Delphine Ernotte.

...

L'alerte à la Fabrique de Bordeaux continue de produire des étincelles.

La direction fait son mea culpa et annonce une réorganisation de son service RH pour prendre en compte la souffrance des salariés mais cela apparaît encore trop timide pour des élus qui perdent patience.

L'alerte est toujours d'actualité, la situation s'est même aggravée. Il y a une rupture de dialogue entre IRH et salariés. Les choses avancent mais seulement dans le sens de la direction. •



Prochain CSE réseau : les 12 et 13 octobre.

A la vigie, depuis le sémaphore, vos représentants SNJ :
Jean Manuel Bertrand, Vincent Habran, Julien Le Coq, Hervé Colosio.